

Exercice clos le 31 décembre **2025**

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Association ARTEMIS anciennement APAJH 86

25 Rue de Saint Nicolas
86440 MIGNE AUXANCES

Association ARTEMIS anciennement APAJH 86

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres,

I - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ARTEMIS anciennement APAJH 86** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

GROUPE Y AUDIT

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Poitou-Charentes-Vendée - Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique
Membre de l'Association Technique A.T.H.

SAS au capital de 500 000 €
Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79024 NIORT Cedex - Tél : 05 49 32 49 01
RCS NIORT B 377 530 563 - APE 6920 Z - TVA : FR 10 377 530 563



Membre indépendant du réseau
international Moore Global.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthodes comptables relatif à l'application du règlement ANC n°2022-06.

III - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- L'annexe présente le tableau de passage des comptes administratifs aux comptes sociaux. Nous nous sommes assurés de la justification des retraitements effectués.

IV - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Le rapport de gestion du conseil d'administration ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ces documents.

Par conséquent, nous ne pouvons pas nous prononcer sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Conseil d'Administration, et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Futuroscope, le 18 mai 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

GROUPE Y Audit



Laurent HERBELIN
Commissaire aux Comptes Associé

Bilan Actif

		31/12/2025		31/12/2024	
Règlement ANC 2022-06		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)	41 127	41 127		
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement	167 716	167 716		
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	450 057	424 692	25 365	65 174
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	2 401 715	901 985	1 499 731	1 516 826
	Constructions	44 610 475	26 771 221	17 839 254	19 503 961
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	4 943 235	4 205 154	738 081	777 670
	Autres immobilisations corporelles	5 319 093	4 496 843	822 250	971 939
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	1 181 141		1 181 141	603 004
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations	10 000		10 000	10 000
	Créances rattachées à des participations	90 609		90 609	96 679
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	474 593		474 593	403 944
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	4 405		4 405	7 201
	TOTAL (II)	59 653 039	36 967 610	22 685 430	23 956 398
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements	69 787		69 787	54 801
	En-cours de production				
	Produits finis				(1 118)
	Marchandises	1 443		1 443	2 265
	Avances et Acomptes versés sur commandes	22 182		22 182	9 999
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 469 093	282 776	1 186 317	1 142 183
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	375 488		375 488	412 914
	Charges constatées d'avance	68 325		68 325	47 230
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	4 127 932		4 127 932	4 692 557
	TOTAL (III)	6 134 252	282 776	5 851 476	6 360 831
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	65 828 419	37 291 513	28 536 905	30 317 228

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise			
	Fonds propres statutaires		1 316 348	1 316 348
	Fonds propres complémentaires		1 465 215	1 465 215
	Fonds propres avec droit de reprise			
	Fonds propres statutaires			
	Fonds propres complémentaires			
	Ecart de réévaluation			
	Réserves			
	Réserves statutaires ou contractuelles		9 937 419	9 490 969
	Réserves pour projet de l'entité		95 130	95 130
Fonds reportés et autres fonds dédiés	Autres		(4 215 643)	(3 401 850)
	Report à nouveau		(50 958)	(367 344)
	Excédent ou déficit de l'exercice			
	Total des fonds propres (situation nette)		8 547 512	8 598 469
	Fonds propres consommables			
	Subventions d'investissement		1 612 411	1 639 184
	Provisions réglementées			
	Total des fonds propres		10 159 923	10 237 653
	Produits des émissions de titres participatifs			
	Avances conditionnées			
DETTE	Total des autres fonds propres			
	Fonds reportés liés aux legs ou donations			
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation			
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		570 272	640 290
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public			
	Total des fonds reportés et dédiés		570 272	640 290
	Provisions pour risques		1 679 811	1 832 016
	Provisions pour charges		191 149	184 229
	Total des provisions		1 870 959	2 016 245
	Emprunts obligataires convertibles			
DETTE	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		9 041 086	9 968 081
	Emprunts et dettes financières divers (2)			
	Instruments financiers à terme			
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		1 132 143	838 083
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales		5 415 832	6 047 117
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		5 790	385
	Autres dettes		63 415	118 576
DETTE	Produits constatés d'avance		277 487	450 798
	Total des dettes (1)		15 935 751	17 423 040
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif			
	TOTAL PASSIF		28 536 905	30 317 228
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		7 698 627	8 374 542
	(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat

1/2

		Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024
			12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		4 262	4 031
	Vente de biens et services			
	Ventes de biens		187 819	248 472
	dont ventes de dons en nature			
	Ventes de prestations de service		1 940 768	1 952 714
	dont parrainages			
	Produits de tiers financeurs			
	Concours publics et subventions		33 456 840	32 574 716
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
	Ressources liées à la générosité du public			
	Dons manuels		1 692	13 141
	Mécénats			
	Legs, donations et assurances-vie		6 831	
	Contributions financières			
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		421 577	1 043 719
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés		316 781	475 460
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		79 704	
	Autres produits		614 241	470 989
	Total des produits d'exploitation		37 030 516	36 783 242
	Achats de marchandises		4 317	12 264
	Variation de stocks		822	433
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		917 210	936 000
	Variation de stocks		(12 980)	18 439
	Autres achats et charges externes		5 558 695	5 724 960
	Aides financières		261	
	Impôts, taxes et versements assimilés		1 826 459	1 865 585
	Salaires		18 825 013	18 854 959
	Cotisations sociales		6 965 013	7 081 114
	Dotation aux amortissements et dépréciations		2 234 766	2 297 620
	Dotation aux provisions		253 862	229 508
	Reports en fonds dédiés		246 763	242 970
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			
	Autres charges		103 426	5 795
	Total des charges d'exploitation		36 923 627	37 269 646
	RESULTAT D'EXPLOITATION		106 889	(486 404)

Présentation

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
	RESULTAT D'EXPLOITATION	106 889	(486 404)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	47 564	85 761
	Autres intérêts et produits assimilés	1 281	1 264
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers	48 844	87 025
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	206 691	247 774
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières	206 691	247 774
	RESULTAT FINANCIER	(157 846)	(160 749)
	RESULTAT COURANT avant impôts	(50 958)	(647 153)
	Produits exceptionnels		493 806
	Charges exceptionnelles		213 997
	RESULTAT EXCEPTIONNEL		279 809
	Participation des salariés aux résultats		
	Impôts sur les bénéfices		
	TOTAL DES PRODUITS	37 079 360	37 364 074
	TOTAL DES CHARGES	37 130 318	37 731 417
	EXCEDENT ou DEFICIT	(50 958)	(367 344)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Dons en nature		
	Prestations en nature		
	Bénévolat		
	TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens		
	Prestations		
	Personnel bénévole		
	TOTAL		

Annexe

♦ INTRODUCTION

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **28 536 905** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **37 079 360** euros et un total **charges** de **37 130 318** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-50 958** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les notes ou les tableaux ci-après font partie des comptes annuels

♦ PRESENTATION D'ARTEMIS

L'APAJH de la Vienne s'est désaffiliée de la Fédération nationale APAJH par suite du vote de l'assemblée générale du 26 juin 2025.

Notre association adopte à compter du 1er janvier 2026 un nouveau nom : Artémis par suite du vote de l'assemblée générale extraordinaire du 6 novembre 2025.

L'association ARTEMIS a pour mission :

L'Association Artémis a pour mission la promotion continue de la qualité de vie des personnes en situation de handicap, leur bientraitance, leur dignité, leur autodétermination, la personnalisation des accompagnements, la modularité et la diversité de leurs parcours de vie dans le respect de leurs besoins et de la défense de leurs droits fondamentaux.

Les valeurs liées au mouvement parental sont promues dans l'intérêt supérieur des personnes accompagnées et de leur famille.

La prise en compte des parcours dans le respect des choix de vie des personnes et de leurs ressources veille à préserver un équilibre de vie entre aspirations individuelles, besoins de protection et ambitions inclusives.

La pair-aidance s'intègre à la diversité des soutiens proposés et est impulsée en faveur de réalisations individuelles et d'un bien-être de vie au quotidien.

La qualité et la spécialisation des interventions en référence aux Recommandations de Bonnes Pratiques Professionnelles de la Haute Autorité de Santé (HAS) guident les exigences associatives.

L'état des connaissances scientifiques font référence pour tous les projets de services et

Annexe

d'établissements et des prestations qui y sont déployées dans le champ :

- des Troubles du Neurodéveloppement (TND),
- du polyhandicap,
- du handicap psychique,
- des handicaps et maladies rares,
- des lésions cérébrales,
- des pathologies génétiques.

Les valeurs inhérentes aux métiers du médico-social sont considérées comme indispensable aux besoins de la population et incontournables à la nécessaire pluridisciplinarité des expertises pour garantir des interventions sur-mesure et des accompagnements sans rupture.

L'implantation des ressources associatives sur le territoire se réclame de la volonté d'agir en complémentarité, en subsidiarité et en pleine responsabilité avec les partenaires institutionnels, les acteurs associatifs et de droit commun afin de garantir des parcours coordonnés, progressistes et modulaires.

L'association Artémis a pour objet et finalités :

Objet de l'Association :

- Gérer des services et des établissements spécialisés et assurer le déploiement d'une offre médico-sociale lisible qui garantisse le pluralisme des ressources, une visée inclusive et des réponses au service de l'épanouissement de chacun.

Ses finalités :

- Garantir l'effectivité des droits fondamentaux des personnes en situation de handicap conformément à la Convention Internationale relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU.
- Prendre en compte chacune des personnes accompagnées, de la plus jeune à la plus âgée, de la plus vulnérable à la plus libre, qu'elle réside dans sa famille, de façon autonome, en accueil familial ou au sein d'un établissement. Leur assurer autant des interventions précoces en faveur d'une trajectoire développementale harmonieuse que des interventions à visée palliative pour les accompagner avec dignité dans leur fin de vie.
- Assurer la mise en œuvre d'un projet personnalisé et assurer autonomie, protection, cohésion sociale, exercice de la citoyenneté et prévention de l'exclusion, en application des outils de la loi 2002-2.
- Défendre les droits, les intérêts moraux, matériels et financiers des personnes en situation de handicap tout au long de leur existence auprès des élus, des pouvoirs publics, des

Annexe

commissions, des autorités de tarification et de contrôle.

- Agir pour soutenir un accès inconditionnel aux dispositifs de droit commun et permettre une vie scolaire, culturelle, sociale, sportive, de loisirs, professionnelle, satisfaisante.
- Agir pour garantir un accès inconditionnel aux dispositifs de santé, qu'ils soient spécialisés ou relevant du droit commun et assurer le déploiement d'un programme en santé individuel.
- Assurer une approche éthique et individualisée de l'accompagnement et encadrer sa mise en œuvre pour des interventions dignes et bientraitantes.
- Promouvoir l'autodétermination comme une clé de voûte à toute action menée pour une singularité des trajectoires et des parcours de vie, et leur coordination territoriale.
- Assurer la protection absolue des personnes les plus vulnérables et soutenir sans condition la prise en compte de la moindre expression en faveur de leur choix et de leur participation active à tout ce qui les concernent, d'une mesure de protection à la réalisation d'un souhait.
- Promouvoir des environnements capacitants tant pour les personnes en situation de handicap que pour les professionnels et en conséquence un management de projet et des ressources humaines au diapason de cette exigence.
- Assurer des soutiens experts pour le bon fonctionnement des établissements et services à travers une gestion performante des services supports du siège.
- Rechercher tout moyen pour favoriser la qualité de vie et des conditions de travail et de la qualité du travail.
- Sensibiliser, informer et se réclamer d'un droit d'alerte auprès des pouvoirs publics, des citoyens et des acteurs locaux pour une prise en considération des enjeux du secteur médico-social et des risques encourus à défaut de la stabilité de ses ressources.
- Agir pour une sensibilisation de la population en appui d'une communication continue en faveur d'une meilleure connaissance du handicap et de la responsabilité populationnelle qui lui est inhérente.
- Diffuser l'état de l'art dans le domaine du handicap et organiser des colloques et conférences à visée nationale pour déployer les bonnes pratiques.
- Impulser toute innovation au service de l'expression des personnes en situation de handicap et de leur bien-être et au service de pratiques professionnelles efficaces.
- Et plus généralement toutes activités connexes ou complémentaires ou tous moyens propres à favoriser directement ou indirectement la réalisation de l'objet ci-dessus sans que cette énumération soit limitative

Annexe

♦ FAITS CARACTÉRISTIQUES

La réhabilitation du site de la MAS du Parc a débuté sur le dernier semestre 2025 pour une durée d'environ 4 ans.

Le permis de construire de l'agrandissement de la Mas du Patio à Mirandes a été validé sur le dernier semestre 2025 et les travaux ont démarré au début de l'année 2026.

L'impact des difficultés en termes de ressources humaines sur l'ensemble du secteur médicosocial et donc sur nos établissements consolident le taux de départs utilisés dans l'actualisation du calcul de l'indemnité de départ à la retraite.

Le taux est donc maintenu à 4 % (contre 1% en 2023).

Nous tenions à indiquer que le site du Chillou n'est plus exploité mais continue à peser sur l'Association. Les charges de location (avec un bail à construction se terminant en 2041) et les frais de maintien en fonctionnement des bâtiments représentant sur 2025 une charge de 99K€. Une solution pour sortir de ce contrat de bail à construction avec SEM Habitat a été trouvée en mars 2024 et est toujours d'actualité, avec les conséquences financières suivantes pour l'association : engagement de rachat du foncier par la SEM pour la somme de 150 k€ et une indemnité de rupture anticipée du bail à verser à la SEM pour un montant estimé à 282 k€. Toutefois, l'acte juridique de cession du bâtiment a été signé post clôture le 5 mars 2026. L'événement étant non significatif et ne remettant pas en cause la continuité d'exploitation, aucune provision n'est comptabilisée au 31/12/2025.

Le Ségur pour tous qui a été octroyé par la convention collective en 2024, a été compensé par nos financeurs sur l'année 2025.

Opérations internes entre établissements :

Les opérations internes entre établissements sont retraitées. Pour l'année 2025 cela représente 2 767 K€ contre 2 701 K€ en 2024. Le retraitement des opérations est sans impact sur le résultat.

Des fonds dédiés sont comptabilisés. Ils correspondent à des fonds reçus par des crédits non renouvelables et non consommés sur l'exercice. Les fonds non consommés sont valorisés sur la base des dépenses réelles ou suivant une approche budgétaire conformément au règlement ANC 2018-06, les dotations et reprises de fonds dédiés sont présentées en résultat d'exploitation.

Contribution volontaire en nature :

Les contributions volontaires en nature ont été appréhendées et évaluées pour l'Association. Elles concernent pour l'essentiel, les travaux des membres du Conseil d'Administration qui ne perçoivent aucune rémunération.

Cette évaluation fait ressortir un impact peu significatif des contributions volontaires en nature au regard de la taille de l'Association.

La contribution volontaire en nature n'est donc pas comptabilisée dans les comptes de l'Association.

Annexe

◆ RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis en respectant les principes généraux suivants :

- Image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité
- Régularité, sincérité
- Prudence
- Permanence des méthodes

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 et N°2019-04 du 8 novembre 2019. Il a aussi été mis en place le règlement ANC n°2022-06 en 2025.

Les principales incidences de ce changement sur les comptes de l'exercice sont les suivantes :

- Résultat exceptionnel : La définition du résultat exceptionnel est désormais restreinte aux seuls produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Par conséquent, les produits des cessions d'éléments d'actifs immobilisés et les quotes-parts de subventions d'investissement virées au résultat sont maintenant classés en résultat d'exploitation. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2025, cette reclassification a eu pour effet d'augmenter le résultat d'exploitation de 291 K€ et de diminuer d'autant le résultat exceptionnel
- Suppression des transferts de charges : Le compte 79 "Transferts de charges" est supprimé.

Les opérations qui y étaient précédemment affectées, telles que les remboursements d'assurance ou les indemnités d'exploitation, sont désormais imputées directement au crédit des comptes de charges concernés (comptes de la classe 6). Les produits relatifs à des refacturations sont dorénavant comptabilisés dans des comptes 706 ou 708.

Cette modification n'a pas d'impact sur le résultat d'exploitation, mais affecte le montant brut de certains postes de charges.

La présentation des états financiers (bilan et compte de résultat) a par ailleurs été mise en conformité avec lesdits règlements.

Les modes et méthodes d'évaluations spécifiques à divers postes des comptes annuels sont décrits ci-après

Valeurs Immobilisées

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et

Annexe

selon les options figurant sous le tableau « Etat de l'actif immobilisé ». Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

L'amortissement économique a été calculé selon les modalités spécifiées pour chacune des catégories sous le tableau « Etat des amortissements ».

En cas d'utilisation de mode ou durée différent sur le plan fiscal, le complément de dotations est porté en amortissement dérogatoire.

Les éléments de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de leur valeur actuelle à la date de clôture de l'exercice

Durées d'amortissement

Méthodes et durées d' amortissements pratiqués sur les biens neufs :

Poste	Mode d'amortissement	Durée
Immobilisations incorporelles	Mode linéaire	De 3 à 7 ans
Autres immobilisations corporelles	Mode linéaire	De 1 à 3 ans
Construction sur sol autrui	Mode linéaire	De 10 à 50 ans
Installation constructions	Mode linéaire	De 5 à 30 ans
Installations techniques	Mode linéaire	De 5 à 20 ans
Matériel de transport	Mode linéaire	De 4 à 10 ans
Installations générales	Mode linéaire	De 5 à 10 ans
Matériel de bureau, informatique, mobilier	Mode linéaire	De 1 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances et les dettes en monnaies étrangères ont été converties et comptabilisées sur la base du dernier cours du change précédant la date de clôture de l'exercice.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Achats

Les frais accessoires d'achats payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les charges d'achat mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charges correspondant à leur nature.

Annexe

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte, non seulement des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise, mais également de ceux qui présentent un caractère exceptionnel eu égard à leur montant.

Indemnités de fin de carrière

Nous avons procédé au calcul de l'engagement en matière de retraite. Celui-ci a été fait en prenant comme hypothèse les éléments suivants :

- Le départ est prévu, sauf dérogation individuelle, à 64 ans
- Evolution des salaires 2 % l'an constant
- Rotation de personnel 4 % l'an constant
- Convention collective "handicapés, établissements.."
- Table de mortalité TH/TF 00-02
- Taux d'actualisation et de revalorisation annuelle nette du fonds de 3.85 % (inflation comprise)
- La méthode retenue est la méthode rétrospective prorata temporis
- Départ à l'initiative du salarié
- Taux charges sociales : 55 % pour les non cadres et 60 % pour les cadres

Ses engagements :

- Dette actuarielle 1 488 731 €

Les indemnités de fin de carrière sont comptabilisées en provision pour risques et charges.

Autres informations significatives

- 1 - Effectif équivalent temps plein payés sur 2025 est de 501 ETP dont 41 cadres
- 2 - Le nombre de travailleurs handicapés payés en 2025 est de 216 ETP.
- 3 - La rémunération brute des trois plus hauts cadres dirigeants s'élève à 247 770€.

Emprunts

Dettes garanties par des suretés réelles : 4 737 510 €

Dont Hypothèques et privilèges : 2 117 284 €

Honoraires des CAC

Le montant des honoraires pour l'année 2025 s'élève à 22 025 € HT.

Annexe

Provisions

Indemnités de fins de carrières : 1 489 K€
Provisions pour divers litiges : 191 K€
Provision du compte épargne temps : 191 K€

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance sont constitués majoritairement des produits reçus par notre financeur le conseil départemental pour les amendements cretons en 2024 et 2025. Ces financements sont à rembourser à l'ARS avec 2 ans de décalage.

Tableau de passage des résultats budgétaires aux résultats comptables

Ce tableau fait apparaître les résultats de chaque établissement au sein de l'association. Il précise les retraitements qui conduisent du résultat budgétaire au résultat comptable.

TABLEAU DE PASSAGE DES COMPTES ADMINISTRATIFS AUX COMPTES SOCIAUX

	IME R.Godin et H. W.Wallon - SESSAD	ESAT RJ et HB	IMAS La solidarité	ESAD	Mas du Parc	Foyers Beuregard et Iteuil	Foyer des 3 rivieres	Foyer de vie des Minimes	SACAT	SAVS - SAF	Foyer de vie le verger	SMMPM	Siège	Fabrication HB et RJ	Association	TOTAL
Résultats budgétaires	137 985,67	7 025,13	-326 220,10	29 853,27	8 682,29	54 597,77	1 787,71	-37 735,40	42 333,76	7 935,21	-70 399,81	64 263,54	8 858,61	150 517,82	-66 101,42	13 384,05
Variation provision congés payés et charges	-6 679,35	13 400,79	-36 496,99	-681,70	-19 189,06	-21 384,61	892,76	6 876,02	-1 991,71	-6 210,01	-2 331,74		-19 096,52	-10 336,83		-103 430,95
Écritures IFC	-7 291,23	-28 777,56		-4 043,37	-42 705,63	58 743,20	17 915,66	6 207,84		-18 270,09			40 000,00			21 778,82
Écritures fin exercice												-45 298,27				-45 298,27
Écarts d'amortissement liés à changement méthode	6 401,96				17 087,41			-2 480,08								21 009,29
Provisions non conforme à règlementation - Dotations	36 040,32											10 000,00				46 040,32
Provisions non conforme à règlementation - Réprises	-1 537,00				1 180,00							-4 034,00				-4 441,00
Subventions d'investissements																0,00
Résultats comptables	164 870,37	-8 351,64	-362 719,09	25 128,20	-34 944,99	91 756,36	20 596,13	-27 131,62	40 342,05	-16 544,89	-72 731,55	24 931,27	29 762,09	140 180,99	-66 101,42	-50 957,74

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice			Valeurs brutes au 31/12/202
			Réévaluations	Augmentations Acquisitions	Diminutions Virt p.à p. Cessions	
Règlement ANC 2022-06						
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	208 843				208 843
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres	450 057				450 057
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	658 900				658 900
CORPORELLES	Terrains	2 401 715				2 401 715
	Constructions sur sol propre	41 215 597			64 000	41 151 597
	sur sol d'autrui					
	instal. agencé aménagement	3 440 262		42 066	23 451	3 458 878
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 814 003		193 067	63 835	4 943 235
	Instal., agencement, aménagement divers	1 216 045				1 216 045
	Matériel de transport	2 714 596		2 027	71 619	2 645 004
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	1 822 934		61 868	448 122	1 436 680
	Emballages récupérables et divers	18 714		4 500	1 850	21 364
	Immobilisations corporelles en cours	603 004		578 137		1 181 141
	Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		58 246 870		881 665	672 877	58 455 659
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						
FINANCIERES	Participations	10 000				10 000
	Créances rattachées à des participations	96 679			6 070	90 609
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	411 145		67 853		478 998
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		517 825		67 853	6 070	579 608
TOTAL		59 423 595		949 518	678 947	59 694 167

Amortissements

	Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissement début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
				Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement		208 843			208 843
	Donations temporaires d'usufruit					
	Autres		384 883	39 809		424 692
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		593 726	39 809		633 535
CORPORELLES	Terrains		884 890	17 095		901 985
	Constructions sur sol propre		22 500 400	1 575 554	64 000	24 011 954
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement aménagement		2 651 499	131 219	23 451	2 759 268
	Instal technique, matériel outillage industriels		4 036 332	232 657	63 835	4 205 154
	Autres Instal., agencement, aménagement divers		1 170 926	10 812		1 181 738
	Matériel de transport		2 069 424	123 451	71 619	2 121 256
	Matériel de bureau, mobilier		1 541 286	83 276	447 861	1 176 701
	Emballages récupérables et divers		18 714	284	1 850	17 147
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		34 873 471	2 174 347	672 615	36 375 202
	TOTAL		35 467 197	2 214 155	672 615	37 008 737

Provisions

Début exercice Augmentations Diminutions 31/12/2025

PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	2 016 245	249 902	395 188	1 870 959
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	2 016 245	249 902	395 188	1 870 959
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	3 040		3 040	
	Sur comptes clients, usagers	281 157	3 960	2 340	282 776
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	284 197	3 960	5 380	282 776
	TOTAL GENERAL	2 300 441	253 862	400 568	2 153 736
Dont dotations et reprises	{ - d'exploitation - financières - exceptionnelles		253 862	400 568	

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

	Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an	
CREANCES	Créances rattachées à des participations	90 609	90 609		
	Prêts	474 593	474 593		
	Autres immobilisations financières	4 405	4 405		
	Clients, usagers douteux ou litigieux	7 087	7 087		
	Autres créances clients, usagers	1 462 006	1 462 006		
	Créances représentatives des titres prêtés				
	Personnel et comptes rattachés	434	434		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	98 205	98 205		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	788	788		
	Autres impôts, taxes versements assimilés				
	Divers				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Débiteurs divers	276 061	276 061		
	Charges constatées d'avance	68 325	68 325		
	TOTAL DES CREANCES	2 482 514	2 482 514		
	Prêts accordés en cours d'exercice	70 649			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice				
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

Présentation

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES - 2025

VARIATION DES FONDS PROPRES	SOLDE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION RESULTAT N-1	AUGMENTATION	DIMINUTION	CLOTURE DE L'EXERCICE
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT REPRISE	2 781 563				2 781 563
RESERVES POUR PROJET ENTITES	9 490 969	446 450			9 937 419
AUTRES RESERVES	95 130				95 130
REPORT A NOUVEAU	- 3 401 850	- 813 793			- 4 215 643
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	- 367 344	367 344		- 50 958	- 50 958
TOTAL	8 598 469	-	-	- 50 958	8 547 511
SUBVENTIONS	1 639 184		91 396	118 168	1 612 411
PROVISIONS REGLEMENTEES	-		-	-	-
TOTAL	10 237 653	-	91 396	67 210	10 159 923

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES 2025

VARIATION DES FONDS DEDIES	SOLDE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS	TRANSFERTS	CLOTURE DE L'EXERCICE
SUBVENTIONS EXPLOITATION					
CONTRIBUTIONS FINANCIERES D'AUTRES ORGANISMES	640 290	246 763	316 781		570 272
RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC					
TOTAL	640 290	246 763	316 781	0	570 272

TABLEAU DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS 2025

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS	SOLDE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AUGMENTATION	DIMINUTION	SOLDE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
MONTANT NOMINAL	2 362 939	74 723		2 437 662
QUOTES PARTS VIREES AU RESULTAT	802 872	118 168		921 040

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			68 325
		68 325	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
	TOTAL		68 325

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			277 487
		277 487	

Produits constatés d'avance - FINANCIERS

Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS

TOTAL	277 487
-------	---------



FUTUROSCOPE

Téléport 1 – 7 Avenue du Tour de France
BP 10115
86961 FUTUROSCOPE CEDEX

Tel : 05 49 49 49 10